

## SHORT NEWS

**Ein halber Atomausstieg ist besser als gar keiner**

(lm) - Was ein kleines, als fortschrittlich geltendes Land in Europa nicht schafft, das will nun ein US-Bundesstaat versuchen: Atomreaktoren vor dem Ende ihrer Laufzeit abschalten. Zur Erinnerung: In Belgien hat sich die Regierung dafür entschieden, bei mehreren Reaktoren trotz Störfällen und Sicherheitsrisiken die Laufzeit um Jahrzehnte zu verlängern (woxx 1355). Ein Beschluss, gegen den die benachbarten Gemeinden Aachen, Maastricht und Wiltz, die insbesondere von einem Unfall in Tihange betroffen wären, vor der belgischen Justiz klagen. Im Staat New York dagegen will man versuchen, das AKW in Indiana Point vorzeitig stillzulegen. Die nur 50 Kilometer von Manhattan entfernt gelegene Anlage soll spätestens 2021 vom Netz gehen. Damit die Abschaltung die Klimabilanz nicht verschlechtert, ist geplant, die erneuerbaren Energien auszubauen. Diese sollen, so Gouverneur Andrew Cuomos Plan, bis 2030 die Hälfte des Energiebedarfs decken. Ein Atomausstieg ist das allerdings nicht, denn die beiden AKW am Ontariosee, im weniger stark besiedelten Norden, sollen ihre Laufzeit ausschöpfen.

**„Plan hospitalier“**

(rg) - „Der Staatsrat gibt uns in wesentlichen Punkten recht“, lautet es in der Bewertung der „Association des médecins et médecins-dentistes“ (AMMD) betreffend das Gutachten des Staatsrats zum Gesetzprojekt 7056 über die Spitalplanung. Dieses Gutachten trage ihren zahlreichen inhaltlichen Kritiken an diesem unausgewogenen juristischen Text Rechnung und prangere zudem prozedurale Fehler im Rahmen der Konzertierung an. Der Staatsrat hatte in seiner letzten Sitzungswoche zu einer ganzen Reihe von der Regierung als dringlich eingestuften Gesetzesvorhaben noch Gutachten erstellt. Nicht immer im Sinne der Gesetzgeber. So enthält auch das erwähnte Gutachten zwar nicht „zahlreiche formelle Einwände“ wie von der AMMD behauptet, aber doch zwei solcher Einsprüche, die das betreffende Gesetz nicht unmöglich machen, aber die Prozedur bis in den Herbst hinein verlängern könnten. Die AMMD sieht sich bestätigt und will sich weiterhin „vehement gegen alle Versuche wehren, die das Zusammenspiel der einzelnen Akteure in den Krankenhäusern auf eine unverantwortliche Art und Weise unilateral abändern wollen“. Gemeint ist die in den Augen der AMMD vorgesehene Entmachtung des „conseil médical“, die Vertretung der mit einem bestimmten Spital zusammenarbeitenden Privatärzte. Die darf in Zukunft bei strukturellen Änderungen im Spitalalltag zwar einen „avis“ abgeben, das ist aber nicht bindend. Der Staatsrat schlägt als Kompromisslösung vor, dass ein gewählter Vertreter des conseil médical mit Stimmrecht im Verwaltungsrecht des Spitals sitzen sollte. Ob dieser Vorschlag der AMMD reicht, gilt zu bezweifeln. Der Ärztesverband kündigt einen eigenen Text mit weitgehenden Änderungen an.

**Libre circulation : capitaux et personnes... à capital**

(lc) - Le projet de loi censé réformer la loi de 2008 sur la libre circulation des personnes vient de passer l'étape de la commission parlementaire des Affaires étrangères. Outre l'adaptation de deux directives européennes concernant le travail saisonnier et les employés de multinationales qui sont transférés « intragroupe » au pays, la loi prévoit aussi l'officialisation de l'« autorisation de séjour investisseur ». « Elles visent à attirer de nouveaux investisseurs de qualité au Luxembourg, désirant investir par exemple dans la reprise ou la création d'entreprises, de structures d'investissement de type 'family office' ou de gestion d'avoirs importants », précise l'avis. Pour obtenir le précieux sésame, il suffira d'investir considérablement (des sommes entre 500.000 et 20 millions d'euros) dans des entreprises ou instituts financiers luxembourgeois. Si les investisseurs dans l'immobilier en restent exclus, force est-il de reconnaître que le Luxembourg brade à nouveau sa souveraineté contre de l'argent - ce qui est le propre de chaque paradis fiscal.

## AKTUELL



PHOTO : WOXX

UNION EUROPÉENNE

**Sociale, socialiste, ou rien ?**

Raymond Klein

**Le LSAP a des propositions à faire pour rendre l'Europe plus sociale. Un peu moins de chômage, un peu plus de justice, mais n'en faisons pas trop !**

« Le triple A social devrait être considéré au même niveau que le triple A financier. » Quand il s'agit de faire de grandes déclarations, les sociaux-démocrates ne sont jamais en reste. Lundi dernier, le LSAP a présenté sa position par rapport à une consultation de la Commission européenne sur un futur « socle des droits sociaux ». Le parti estime que « les critères sociaux devraient être intégrés dans le Semestre européen au même titre que les critères économiques et financiers », et devraient même être « contraignants et assortis de sanctions ».

**Harmoniser - vers où ?**

Sans se gêner, le LSAP fait aussi dans l'autosatisfaction : la garantie d'emploi pour jeunes sur initiative du ministre socialiste Nicolas Schmit, le niveau élevé des prestations sociales au Luxembourg, la culture du dialogue social. Mais le grand-duc, avec un LSAP présent dans les gouvernements depuis 2004, est-il si bon élève ? Le parti reproche à la Commission de vouloir se contenter de « consulter » les partenaires sociaux plutôt que de prescrire des négociations.

Hélas, au Luxembourg, depuis 2010, l'échec des tripartites a régulièrement conduit à des négociations bilatérales voire à des diktats gouvernementaux. De surcroît, les bilans en matière de pauvreté, d'éducation, ou de logement sont loin d'être glorieux. Sans parler du coût social pour nos voisins de notre politique des niches, du tourisme à la pompe à l'évasion

fiscale, en passant par le déséquilibre de la Grande Région.

Les sociaux-démocrates ont beau se prononcer pour « plus d'Europe sociale », cela ne fera pas oublier leur responsabilité historique dans le grand tournant libéral des années 1980. Qu'ils « oublient » d'en parler la plupart du temps ne contribue pas à la crédibilité de leurs propositions actuelles. Propositions du reste assez sages : utiliser les moyens indirects puisque le « social » est de la compétence des États membres, sensibiliser les populations sur ce sujet tout en évitant de trop leur promettre, et surtout, éviter qu'une harmonisation entraîne un nivellement vers le bas dans les pays qui peuvent se payer des standards sociaux élevés.

Interrogée par le woxx, la députée européenne Mady Delvaux a pourtant fait part de ses doutes : « Ces 20 dernières années, la convergence des niveaux de vie des États membres qu'on attendait n'a pas eu lieu. » Elle a rappelé que le modèle des sociaux-démocrates consistait à favoriser les investissements du capital, afin de pouvoir redistribuer les fruits de la croissance. « Mais pour cela, il faut inciter à investir dans les pays à la périphérie de l'UE, c'est aussi dans notre intérêt. »

Sera-ce possible sans une augmentation des transferts de fonds vers ces pays et un élargissement des compétences de l'Union en matière sociale ? Delvaux a admis qu'il faudrait pouvoir aider plus ces pays avec de l'argent et du savoir-faire. Tout en donnant raison à son collègue Marc Angel pour dire qu'une modification des traités n'était actuellement pas envisageable. En fin de compte, face aux grands défis européens, la social-démocratie opte pour une politique des petits pas.